

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

L'acheteur

Préfet de Loir-et-Cher

Objet du marché

Études relatives à la prise en compte de l'environnement dans le cadre du plan Loire
grandeur nature

Marché sur procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1
à R.2123-7 du CCP et sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande tel que
défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur le

(à renseigner par le candidat : date de remise de l'offre ou de l'offre finale en cas de remises
d'offres successives)

ARTICLE 1 : OBJET ET DESCRIPTION DU MARCHE

1 - Préambule

La gestion du domaine public fluvial de la Loire est assurée par le Préfet du Loir-et-Cher / direction départemental des territoires du Loir-et-Cher (Service Prévention des Risques, Ingénierie de crise, Éducation routière / Unité prévention des risques).

Les digues domaniales situées dans le département du Loir-et-Cher sont classées au titre du décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques. En application de l'article 59 de loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la gestion de ces ouvrages est confiée aux EPCI à fiscalité propre sur les territoires desquels ils se situent depuis le 28 janvier 2024.

2 - Objet du marché

2.1 : Principes généraux

Le présent marché vise à couvrir les besoins en études environnementales rattachées aux opérations du plan Loire grandeur nature (PLGN), qu'elles soient en cours de réalisation ou définies ultérieurement.

La direction départementale des territoires (DDT) de Loir-et-Cher, en vertu de son statut de gestionnaire du domaine public fluvial, a notamment pour mission d'assurer et coordonner l'entretien et la restauration du domaine public fluvial, constitué par le lit des rivières domaniales, afin de faciliter l'écoulement des eaux en cas de crue et d'assurer la pérennité du système de protection contre les inondations.

La DDT 41, maître d'ouvrage délégué, agit dans le cadre du plan Loire grandeur nature (contrat liant l'État, les régions et les départements géographiquement concernés par le bassin de la Loire).

La préservation de la biodiversité, comme le stipule le Code de l'environnement, doit être prise en compte dans la plupart des travaux et aménagements. Les prestations correspondant à la prise en considération de la faune et la flore via la réalisation d'inventaire fait l'objet du présent marché et sont détaillées à l'article 2 du cahier des clauses techniques particulières.

Les lieux d'exécution des prestations sont localisés sur le domaine public fluvial du département de Loir-et-Cher.

Les prestations feront l'objet de bons de commande signés par le représentant du maître d'ouvrage.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché ;
- La référence de l'opération du PLGN et l'élément de mission concerné ;
- La désignation des prestations ;
- Les prix unitaires appliqués et le quantitatif prévisionnel ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution.

Le titulaire doit faire part au maître d'œuvre, au plus tard 7 jours après la réception du bon de commande, de ses remarques éventuelles.

2-1. Principes généraux

2-1.1. Contexte de la prestation

A - Organisation de l'action de l'État

Dans le cadre du plan Loire grandeur nature, les services de l'État doivent assurer et coordonner les études, ainsi que les travaux d'entretien et de restauration du domaine public fluvial (lit de la Loire et de ses affluents domaniaux et leurs dépendances). A cet effet, la DDT de Loir-et-Cher, maître d'ouvrage local, agit en coordination avec la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire, maître d'ouvrage général du plan Loire grandeur nature.

B - Principes de restauration et d'entretien du domaine public fluvial

La restauration du lit consiste en des travaux de dévégétalisation sur des secteurs du lit pour lesquels la capacité d'écoulement des eaux doit être suffisante afin de limiter le rehaussement de la ligne d'eau lors du passage d'une crue. Ces travaux sont programmés en fonction de leur efficience, en privilégiant dans la mesure du possible les interventions sur les bras où le besoin de restauration d'une capacité d'écoulement est le plus critique.

L'entretien du lit vise également à maintenir par des interventions régulières le niveau de végétalisation obtenu suite à une action lourde de restauration.

L'entretien des dépendances (quai, cale de mise à l'eau, escaliers, etc...) consiste en des travaux de réfection de maçonnerie, de fauchage des talus, afin d'assurer la pérennité des ouvrages et d'en améliorer la gestion.

C - Intégration des aspects environnementaux

L'établissement des études, le plus souvent de niveau avant-projet, sous leurs composantes techniques (hydraulique, géotechnique, hydrologique, etc.), doit s'accompagner de la prise en compte des aspects environnementaux pour valider le choix de la solution qui sera finalement retenue.

En effet, les travaux, selon leur nature, peuvent :

- avoir un impact sur le régime hydraulique, auquel cas une procédure dite "loi sur l'eau" peut s'avérer nécessaire ;
- entrer dans le cadre réglementaire du décret n° n°2023-13 du 11 janvier 2023 et de son annexe avec obligation de réaliser une étude d'impact soumise à enquête publique ;
- concerner des territoires couverts par la directive Natura 2000, et nécessiter une évaluation des incidences du projet.

2-2. Contenu des prestations

2-2.1. Étude détaillée faune, flore et milieu naturel

L'étude consiste en un relevé exhaustif concernant la faune, la flore et le milieu naturel du secteur d'étude, à partir de prospections de terrain réalisées par un expert en écologie. Son contenu doit pouvoir être exploité en vue d'une intégration à l'étude d'impact définie à l'article R 122-5.II.2° du code de l'environnement.

Elle doit prendre en compte les données propres aux zones Natura 2000 lorsque le site d'étude est concerné.

Le rendu comprend notamment des planches cartographiques relatives à la faune, à la flore, et aux milieux naturels. Il doit faire figurer les dates des prospections de terrain et les conditions dans lesquelles elles se sont déroulées.

2-2.2. Diagnostic faune, flore et milieu naturel

Ce diagnostic consiste à dresser, au moyen d'une approche moins approfondie que celle adoptée pour l'étude détaillée, une cartographie des principales données sur la faune, la flore et le milieu naturel d'un site afin d'en déterminer la sensibilité environnementale, avant de lancer des prospections exhaustives. La prestation intègre a minima une visite de terrain par un expert en écologie, avec un relevé de la faune, la flore et le milieu naturel. Elle est complétée par une analyse des données existantes, dont la recherche et la compilation font partie de la mission.

2-2.3. Évaluation des incidences au titre de la réglementation Natura 2000

Le dossier d'évaluation des incidences au titre de la réglementation Natura 2000 doit répondre aux exigences d'évaluation environnementale définies à l'article R 414-23 du Code de l'environnement. Cette évaluation est réalisée par un expert en écologie.

Dans un premier temps, le dossier prend en compte l'évaluation des incidences des variantes techniques d'aménagement étudiées par le maître d'œuvre, dont les caractéristiques seront communiquées au titulaire par le maître d'œuvre. Ceci fait l'objet d'une remise d'un dossier intermédiaire au maître d'œuvre.

Ce dernier intègre les conclusions du titulaire sur l'évaluation d'incidences pour orienter son choix de la solution technique.

Dans un deuxième temps, le maître d'œuvre informe le titulaire du marché de la solution technique retenue (après approbation par la DREAL Centre-Val de Loire). Le titulaire est alors invité à finaliser le dossier d'évaluation des incidences, en récapitulant les variantes étudiées et l'évaluation de leurs incidences, puis en décrivant finement l'évaluation des incidences de la solution retenue, et les éventuelles mesures compensatoires pour atténuer ces incidences.

Le délai afférent à chacune de ces deux étapes de la prestation est indiqué dans le bon de commande.

2-2.4. État initial au titre de l'étude d'impact de l'environnement

Cet état initial au titre de l'étude d'impact de l'environnement doit répondre aux exigences d'évaluation environnementale définies à l'article R 122-5.II.2° du Code de l'environnement.

L'étude détaillée faune, flore et milieu naturel n'est pas comprise dans cette prestation. Elle sera fournie par le maître d'ouvrage, ou commandée au titulaire dans le cadre de la prestation au 2-2.1.

L'état initial s'appuie sur l'analyse des données existantes, dont la recherche, la compilation et la vérification font partie de la mission. La prestation du titulaire doit traiter particulièrement les thèmes suivants (liste non exhaustive, des spécificités propres au site d'étude pouvant s'ajouter) :

- le milieu physique (la géologie, les eaux superficielles et souterraines, les ouvrages, la climatologie, etc...),
- le milieu naturel (les zones ZNIEFF, ZICO, Natura 2000, l'occupation du sol, la flore, la faune, la végétation ligneuse, etc...),
- le patrimoine archéologique,
- les monuments et paysages (les monuments historiques, les paysages, les descriptions des séquences paysagères, la Loire inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO),
- les usages du fleuve (la promenade pédestre, les courses à pied et VTT, la pêche, le canoë-kayak, la navigation traditionnelle, les riverains, les naturalistes, etc...).

Le document remis par le titulaire met en évidence les enjeux environnementaux majeurs qui auront été identifiés pour le site, et donne en fonction de ces enjeux des indications a priori sur les précautions à observer dans le cadre de travaux.

2-2.5. Volet paysage et patrimoine réalisé par un architecte-paysagiste

Dans le cas où le maître d'œuvre souhaite que le volet paysage et patrimoine soit réalisé par un architecte paysagiste (notamment sur demande de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine), il est fait application d'une plus-value à la prestation n° 4, définie à l'article 2-2.4.

2-2.6. Dossier d'étude d'impact sur l'environnement

Le dossier d'étude d'impact est constitué selon les dispositions prévues aux articles R 122-4 et R 122-5 et suivant du Code de l'environnement modifié par décret n°2023-13 du 11 janvier 2023.

Pour le point 2° de l'article R122-5.II, le titulaire intègre au dossier d'étude d'impact les éléments produits dans la prestation n° 4.

Le titulaire produira en outre un résumé non technique, comme le prévoit l'article R 122-5.II 1° du Code de l'environnement.

2-2.7. Évaluation des incidences sur l'eau et les milieux aquatiques

Le dossier d'évaluation des incidences d'un projet sur l'eau et les milieux aquatiques (dossier dit "loi sur l'eau") est établi conformément à l'article R 214-32 du Code de l'environnement pour les dossiers de déclarations. Le maître d'œuvre communique au titulaire les caractéristiques du projet.

Si une étude d'impact est imposée au projet concerné, elle fait l'objet de la prestation n°6 définie à l'article 2-2.6, puis est jointe au présent dossier, comme précisé dans l'article R214-6.II.4°-d.

L'analyse de l'impact du projet sur la ligne d'eau n'est pas comprise dans cette prestation : le maître d'œuvre peut la fournir au titulaire ou la lui commander en sus grâce à la prestation n° 8, définie à l'article 2-2.8.

2-2.8. Évaluation de l'impact d'un projet sur la ligne d'eau

Cette prestation consiste à modéliser, à partir de données bathymétriques fournies par le maître d'œuvre, les écoulements hydrauliques au droit d'un projet, pour en évaluer l'impact sur la ligne d'eau. Le modèle est unidimensionnel. Son étendue en amont et en aval du site d'étude est suffisante pour tenir compte des effets de bord.

La prestation comprend le calage du modèle, avant toute utilisation. Ce calage constitue un point d'arrêt et doit être à ce titre validé par le maître d'œuvre.

La géométrie des aménagements à évaluer est communiquée par le maître d'œuvre.

Le titulaire remet un document présentant de manière détaillée la conduite des calculs, les différentes étapes de constitution et de calage du modèle, les résultats obtenus et la conclusion qui peut en être tirée. Il comprend également des représentations graphiques adaptées.

2-2.9. Relevé de la macrofaune benthique

Le relevé de la macrofaune benthique consiste à déterminer la qualité biologique de l'écosystème aquatique avant travaux sur un secteur concerné au moyen de l'indice biologique global normalisé (IBGN) adapté aux grands cours d'eau.

Le titulaire remet au maître d'œuvre une interprétation des résultats du relevé de la macrofaune benthique.

2-2.10. Étude paysagère et patrimoniale

Dans un premier temps, cette prestation consiste en une analyse du paysage initial. Pour cela, le titulaire doit déterminer :

- les points importants (éléments d'architecture, ou de paysage) ;
- les lignes majeures (linéaires d'infrastructures, fronts bâtis) ;
- les points de vue (ouverture de vue, vision sur le lointain).

Chacun de ces éléments est qualifié comme élément positif, à préserver ou à valoriser, ou comme point noir à corriger. Ces premiers résultats de l'analyse sont formalisés dans un rapport, soumis à la validation du maître d'œuvre.

Dans un deuxième temps, un examen plus approfondi fait ressortir les caractères des paysages du secteur étudié.

Des propositions sont à formuler pour :

- intégrer de façon satisfaisante le projet dans l'environnement du fleuve et la perception de cet aménagement depuis les rives ou le fleuve ;
- limiter au maximum les contraintes d'entretien et d'exploitation pour les gestionnaires ;
- prendre en compte la politique de maintenance adoptée pour l'entretien du domaine public fluvial.

Cette étude paysagère est réalisée par un architecte paysagiste DPLG.

2-2.11. Prospection du lit et déplacement d'individus

Afin de réduire l'impact des travaux sur la faune présente sur l'aire d'étude, une prospection de l'ensemble des berges doit être effectué afin de capturer les différentes espèces d'individus pouvant être détruits par la réalisation des travaux.

Ces prospections sont à effectuer à l'aide d'un bathyscope dans le lit mineur de la Loire sur une largeur d'environ 10 à 15 m depuis la berge. Les espèces présentes dans le fleuve ou la rivière sont déplacées en amont de leur zone d'habitat sur un secteur morphologiquement similaire.

2-2.12. Dossier de dérogation espèces protégées

La demande de dérogation répond aux attentes de la loi 2021-1308 du 8 octobre 2021 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du Code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore protégées.

Elle comprend la présentation et la description du projet et l'évaluation de l'état de conservation de l'espèce concernée avec une présentation du contexte écologique, les inventaires de terrain, l'analyse des impacts sur l'espèce concernée, les mesures d'atténuation et de compensation, le suivi écologique, la conclusion, la rédaction et la mise en forme du dossier de dérogation.

3 – Intervenants

La DDT 41/SPRICER/Unité prévention des risques assure la gestion et l'entretien du domaine public fluvial naturel.

Dans la suite du document, la DDT 41/Unité prévention des risques est désignée comme gestionnaire.

ARTICLE 2 : MOYENS - ORGANISATION ET RENDU

2-1. Réunions - Remise des documents

2-1.1. Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage est programmée par notification d'un bon de commande.

Au cours de celle-ci, le maître d'œuvre présente l'opération concernée, ses objectifs et les points méritant une attention particulière. Il transmet également au titulaire toutes les pièces qui lui seraient utiles, notamment un plan de situation, les caractéristiques techniques de l'opération, les données environnementales et bibliographiques dont il dispose. Ces pièces sont restituées par le titulaire à l'issue de son travail.

Le titulaire présente quant à lui l'équipe affectée à la mission, la méthodologie qu'il compte employer, le planning prévisionnel de déroulement de l'étude et une maquette du document qu'il envisage de produire. Ces points sont soumis à la validation du maître d'œuvre.

L'étendue de la zone d'étude est définie sur la commande par sa surface, la rémunération des prestations étant basée sur des prix unitaires à l'hectare.

A la suite de cette réunion, le maître d'œuvre notifie au titulaire le bon de commande de démarrage de la prestation, et précise éventuellement ses observations sur les points soumis à sa validation.

2-1.2. Réunions de suivi - réunions supplémentaires

Deux réunions de suivi sont programmées pour chaque phase d'étude, pour les prix 1 à 8, 10 et 12 à 13 : une à la remise des documents provisoires et une autre à la remise des documents définitifs. Les prestations du marché qui comprennent une production intermédiaire (basée sur des variantes) puis une finalisation (une fois la solution retenue) sont considérées comme découpées en deux phases d'étude et incluent donc quatre réunions de suivi.

Le maître d'œuvre fait part de ses premières remarques sur les documents remis lors de la première réunion de suivi. Il notifie ensuite par écrit ses observations au titulaire, pour prise en compte et remise du document corrigé. La deuxième réunion de suivi peut éventuellement être supprimée par le maître d'œuvre si la nature de ses observations sur le document provisoire ne nécessite pas de débat avec le titulaire.

En complément aux réunions de suivi, le titulaire peut être amené à participer, sur demande expresse du maître d'œuvre, à des réunions supplémentaires, dont la rémunération fait alors l'objet du prix n° 11.

2-1.3. Remise des documents

La présentation des documents remis au maître d'ouvrage se fait selon la méthodologie proposée par le titulaire, modifiée ou adaptée suivant les remarques du maître d'œuvre. Le recours aux rendus cartographiques devra être privilégié dans tous les cas où une telle représentation est possible.

Le document sera remis sous la forme d'un fichier au format numérique pdf, des fichiers cartographiques compatibles avec le logiciel QGIS et en 1 exemplaire en couleur au format papier.

Toutes les études réalisées sont illustrées à l'aide de cartographies, schémas, plans, photos, nécessaires à la bonne compréhension du dossier. La présentation cartographique, notamment pour les états initiaux, diagnostics ou études détaillées faune, flore, milieu naturel, est géoréférencée suivant un système d'information géographique dont les données remises sont exploitables sous QGIS. Chaque couche d'information correspond à un zonage particulier. Le titulaire propose une architecture, modifiée ou adaptée suivant les remarques du maître d'œuvre.

2-1.4. Ressources consultables

Le titulaire pourra obtenir des informations détaillées sur certains des thèmes abordés dans le marché auprès des différents services suivants :

- unité prévention des risque du service SPRICER/DDT41, assurant l'entretien et la gestion du domaine public fluvial dans le département (connaissance de terrain notamment),
- DREAL Centre-Val de Loire (source de données environnementales).

2-2. Mode de rémunération des prestations

2-2.1. Prise en compte de la surface de la zone d'étude

Les prestations sont rémunérées, à l'exception des relevés de macrofaune benthique (prix n° 9) et des réunions supplémentaires (prix n° 11), en fonction de la surface de la zone d'étude concernée.

Les prix s'appliquent à l'unité de prestation réalisée, et sont différenciés selon les 3 plages de surface de zones d'études suivantes : de 0 à 3 ha (prix indicés *a*), de 3 à 8 ha (prix indicés *b*), de 8 à 12 ha (prix indicés *c*). Au-delà de 12 ha, il est appliqué en complément aux prix indicés *c* un coût par hectare supplémentaire (prix indicés *d*), sur la fraction de surface excédant 12 ha.

Pour les opérations sur le lit, la zone d'étude s'entend comme la surface comptée entre les extrémités amont et aval du projet, quelle que soit l'étendue transversale de l'opération (d'un côté ou l'autre du lit, ou sur toute sa largeur).

Selon le cas, le gestionnaire peut souhaiter étendre la zone de recueil de données et d'analyse du site (prestations n° 1, 2, 4, 5, 8 et 10) en amont et/ou en aval du projet envisagé, afin de bénéficier d'une vision plus large. La surface appliquée pour la rémunération des prix unitaires n° 1, 2, 4, 5, 8 ou 10

est alors la surface étendue. En revanche, la surface appliquée pour la rémunération des prix unitaires n° 3, 6, 7, 12 et 13 reste celui de la surface de la zone d'étude concernée.

Dans tous les cas de figure, la surface est précisée sur le bon de commande par le maître d'ouvrage. Toute modification proposée par le titulaire sera soumise à l'accord du maître d'ouvrage.

2-2.2. Réunions de suivi

Les dépenses liées à la participation aux réunions de suivi citées à l'article 2-1.2 (frais de personnel, de déplacement, fourniture du compte-rendu sous quinzaine) sont réputées comprises dans les prix unitaires des prestations 1 à 8,10 et 12 à 13 définies à l'article 2-2.